

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

problème, mais je suis un peu agacé, monsieur le Président, par ces notions simplistes.

Les députés d'en face ont de longues années d'expérience derrière eux et ils savent pertinemment que leurs propos sur le budget et sur le projet de loi sur le pouvoir d'emprunt sont trompeurs.

**Le président suppléant (M. Paproski):** La période des questions et des commentaires est maintenant terminée. Débat. Le député de Kenora—Rainy River.

**M. Robert D. Nault (Kenora—Rainy River):** Monsieur le Président, le gouvernement demande aujourd'hui aux députés d'adopter le projet de loi C-11, de l'autoriser à emprunter 24,8 milliards. Les députés de notre côté de la Chambre ne peuvent approuver cette mesure législative, monsieur le Président, et je vais vous dire pourquoi.

Depuis le dépôt le mois dernier du budget qui fuyait de partout, les gens de Kenora—Rainy River ont submergé mon bureau d'appels téléphoniques pour demander comment le gouvernement pouvait être aussi dur.

Beaucoup de gens de ma circonscription savent qu'il faut réduire le déficit, mais à leur avis le gouvernement commet une erreur de jugement en le faisant sur le dos des moins fortunés. Les gens de ma circonscription pensent aussi que le gouvernement aurait pu restreindre les dépenses publiques. Le gouvernement demande au lieu de cela d'emprunter des milliards et des milliards de dollars.

Jamais je n'aurais cru possible qu'un gouvernement taxe les rêves, mais apparemment je manquais d'imagination. Le gouvernement a rompu tant de promesses qu'il ne faut pas s'étonner que les Canadiens n'aient plus confiance dans le processus politique. Le gouvernement met fin à nos programmes sociaux uniques. Il compromet l'unité canadienne en réduisant radicalement le financement de VIA Rail. Il menace les programmes de développement régional. Je pourrais énumérer encore bien d'autres choses. Les promesses non tenues rendent un grand nombre de Canadiens méfiants envers les représentants élus.

Si le ministre des Finances (M. Wilson) avait bien géré l'économie canadienne, il aurait su avant les dernières élections que le déficit et la dette publique échappaient à tout contrôle. Il aurait pu user de son influence pour empêcher le premier ministre de faire des promesses qu'il ne pouvait pas tenir. Il ne demanderait pas à la

Chambre un pouvoir d'emprunt de quelque 24,8 milliards.

Monsieur le Président, la menace contre nos programmes sociaux est réelle. Le gouvernement a promis de tenir l'universalité pour sacrée. Le ministre des Finances décide plutôt, une fois de plus, que les personnes âgées sont des citoyens de deuxième ordre. Le gouvernement profite de la vulnérabilité des personnes âgées en assujettissant les pensions de vieillesse à l'impôt. Les Canadiens qui préparent leurs vieux jours le font en sachant que leur retraite ne sera pas aussi dorée qu'ils l'auraient cru.

Il y a aujourd'hui au Canada de nombreux parents seuls qui doivent faire vivre un, deux ou trois enfants avec un salaire de 50 000\$ par an. Ma circonscription compte 2 100 parents seuls, dont plus de 76,7 p. 100 travaillent. Cinquante mille dollars n'est pas beaucoup d'argent lorsqu'on doit élever des enfants. La récupération fiscale des allocations familiales de ces familles est non seulement injuste mais criminelle.

Le gouvernement parle de restrictions et de la nécessité de réduire le déficit. Il aurait intérêt à prêcher par l'exemple.

**Des voix: Bravo!**

**M. Nault:** Le gouvernement vient de dépenser quelque 2,7 millions de l'argent durement gagné des contribuables pour promouvoir son budget. Comment peut-il parler de restrictions, alors qu'il ne cesse de dépenser? C'est à ce genre de dépenses gouvernementales que mes électeurs s'opposent. On gaspille de l'argent pour promouvoir un budget qui porte un dur coup aux Canadiens.

Durant la campagne électorale de novembre dernier, le ministre du Commerce extérieur (M. Crosbie) a fait une promesse au nom du gouvernement. Il a dit qu'aucun changement ne serait apporté au programme d'assurance-chômage. Eh bien, monsieur le Président, le gouvernement a manqué à une autre promesse. Non content de resserrer les critères d'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage, il s'est totalement retiré du programme. Son engagement à l'égard des programmes sociaux est honteux. Monsieur le Président, on ne peut pas faire confiance au gouvernement.

Les changements apportés au programme d'assurance-chômage causeront des difficultés énormes à beaucoup de mes électeurs. Étant donné que les statistiques pour Thunder Bay comprennent les chiffres pour ma circonscription de Kenora—Rainy River, le taux de chômage de 7,3 p. 100 ne donne pas une idée précise de la situation. D'après les chiffres du recensement de 1986, le taux de chômage est de 9,9 p. 100. Chez les personnes